



DÉCLARATION PRÉALABLE DE LA FSU 91 CSA-SD DU VENDREDI 26 JANVIER 2024

Madame la Directrice Académique,

Mesdames Messieurs les membres du CSA-SD,

Cette nouvelle année s'annonce combative, tant les attaques contre les services publics sont intenses et révoltantes. À commencer par celles proférées par notre ministre fraîchement nommée, qui fait une entrée en scène tonitruante en piétinant l'école sans vergogne ni scrupule. Le dernier remaniement sonne donc comme un réarmement du gouvernement contre la profession. On aurait voulu détruire l'Éducation Nationale qu'on n'aurait pas fait mieux. On aurait voulu fouler au pied toutes les valeurs que les personnels s'évertuent encore à promouvoir qu'on n'aurait pas fait mieux. Mais quelle fureur anime donc Emmanuel Macron et Gabriel Attal et les pousse à mépriser autant nos métiers, nos statuts et nos ambitions ? Quelle pièce de théâtre nous joue-t-on ? Quand cette mascarade scandaleuse cessera-t-elle ? Le déni de réalité serait-il désormais primé aux Molières ? La FSU appelle toutes et tous à réagir fermement à ces violences et ces mensonges institutionnels, en se mobilisant massivement le 1er février prochain. Non à la culpabilisation : les enseignants ne sont pas responsables de la crise sans précédent que traverse l'école ! Non aux missions secrètes et au travail supplémentaire : le Pacte ne résoudra pas les pénuries de remplacement ! Non à la ségrégation sociale et scolaire : les groupes de niveaux ne garantissent pas la réussite des élèves ! Non aux classes surchargées : la justice et l'équité ne sont pas possibles sans moyens ! Nous faisons l'école, faisons-nous entendre, pour réclamer plus de respect, plus de bienveillance, plus de considération. L'École Républicaine, l'École de toutes et tous, c'est l'École publique, laïque et gratuite ; elle apprend à vivre ensemble, elle doit donner l'accès à une culture commune, elle permet de faire société, elle n'effectue ni tri social ni tri scolaire contrairement à l'école privée. Notre rôle est de défendre cette École, et nous la défendrons, en rejetant toutes les forces vicieuses et nauséabondes qui tentent de la pénétrer : l'uniforme, le SNU, la loi Asile et Immigration. Nous la défendrons en réaffirmant ce qu'est une école véritablement inclusive, accueillante pour tous les élèves, respectueuse de leurs besoins grandissants, porteuse pour eux d'espoir et d'émancipation.

L'ordre du jour de notre instance n'est pas sans rapport avec ce que nous venons d'énoncer. L'Essonne est le triste exemple de cette politique délétère que nous dénonçons. On y entend les pires clichés qu'on assigne à l'école : absentéisme, insécurité, faiblesse du niveau. L'analyse est rapide, simpliste et calomnieuse si on ne s'attarde pas sur les causes et les ressorts profonds de ces mécanismes. Au lieu de porter le projet rétrograde et pessimiste du Président de la République et du Premier Ministre, la FSU revendique la nécessité absolue d'une revalorisation et d'une véritable

prévention. Sortons de ce cercle vicieux : Augmentez le salaire des profs, respectez-les, vous n'aurez pas besoin de les remplacer ! Alors que les personnels, mal payés et épuisés, tiennent à bout de bras un système éducatif abîmé par les réformes de ces dernières années, partout on continue de creuser toujours plus les fractures sociales et scolaires à et par l'École. C'est le jeu dangereux auquel vous jouez ici, d'abord en appliquant dans le calcul des DGH des mesures abjectes qui dessinent les contours d'une école de l'assignation scolaire et sociale, ensuite en intégrant dans vos modèles d'allocation l'insupportable opacité qui plane sur la réforme de la voie professionnelle. Nous refusons de nous rendre complices d'une telle politique. Surtout quand on la confronte à la très grande pression démographique et à la violence que subit l'Essonne depuis longtemps et qui restent inédites au regard de ce que nous constatons dans le reste du pays. Comment convaincre des bienfaits d'une politique, pressentie comme profondément douteuse, si elle est imposée sans moyens et dans un contexte profondément dégradé ?

Allégeons les effectifs dans toutes les classes, diminuons la saturation bâtimentaire, revoyons la carte de l'Éducation Prioritaire, augmentons le taux d'encadrement dans tous les établissements : voilà des mesures efficaces, bien plus sensées que le très choquant « choc des savoirs », mais bien plus coûteuses aussi. Redonnons du sens aux enseignements et aux apprentissages, élargissons la carte des formations, construisons un plan de titularisation et de formation pour l'ensemble des enseignants contractuels : voilà des mesures ambitieuses, bien plus prometteuses et optimistes que cette réforme de la voie professionnelle outrageante pour nos élèves, mais bien plus coûteuses aussi. La présentation des moyens alloués pour la rentrée a fait souffler un vent de révolte. Pour les collèges : Comment les groupes de niveaux seront-ils financés, à moyens quasi constants ? Comment justifier une telle baisse des marges, alors que les dispositifs ULIS et UPE2A ne cessent d'ouvrir ? Comment assumer, pour certains collèges, de ne financer que la structure, quand on sait que le calcul de l'IPS repose en partie sur du déclaratif ? Pour les lycées : La pression inacceptable qui s'est exercée à la rentrée sur les entrants aurait dû être partout compensée par des moyens supplémentaires pour soutenir la montée pédagogique ; ce n'est pas le cas. La réforme du lycée général et technologique a créé de nombreux dégâts dans les rythmes scolaires, dans l'organisation du travail des personnels, dans le lien des élèves avec l'école : pourquoi ne pas tirer les leçons de cette réforme, avant de l'appliquer sans réfléchir, au lycée professionnel ?

On marche sur la tête. Cette impréparation est loin d'être à la hauteur des enjeux de l'école, des valeurs qu'elle prône au quotidien, et de l'expertise des personnels qui la portent sur le terrain. Comment la répartition de la DHG peut-elle être préparée et présentée dans les Conseils d'administration des collèges et lycées sans textes réglementaires ? Il serait inacceptable que cette improvisation serve de prétexte pour ne pas faire voter les créations et suppressions de postes en février. La FSU veillera au respect des instances démocratiques dans les établissements. Les nouvelles mesures délétères que nous dénonçons et que nous dénoncerons le 1^{er} février ne doivent en aucun cas dégrader un dialogue social que nous jugeons déjà fortement attaqué. Pour toutes ces raisons, et parce que nous n'aurons de cesse de défendre l'école publique et l'équité territoriale, la FSU s'oppose fermement au projet de répartition des DGH du département pour la rentrée 2024.